

La bataille idéologique

Ma contribution ne s'inscrit pas dans les chantiers proposés jusqu'à ce jour. Cependant elle est proche de la communication du parti.

La bataille idéologique, que nous conduisons sur les besoins des services publics dans une société solidaire et démocratique, telle que nous la revendiquons, est paralysée par l'affirmation politique, que l'économie du "nouveau monde" ne permet pas de réaliser nos besoins humains essentiels, sans réduction des dépenses publics, telles que nous les avons connues.

Cette affirmation est ressassée médiatiquement sans relâche dans l'opinion public. Elle est très largement partagée par soumissions.

Comment le parti peut il répondre à cet ignoble mensonge, qui consiste à faire admettre que la société humaine, n'évolue que vers un recul des richesses, et moyens technologiques, condamnant les espérances de progrès.

Ne faut il pas conduire une importante initiative médiatique clarifiant les réalités sur ce postulat.

Exemple: Il était possible en 1946 de mettre en oeuvre par la nationalisation le service public des énergies (EDF, GDF, Les industries minières.....). Ces établissements publics offraient à la fois une garantie d'égalité des droits et des services pour les citoyens, et pérennisaient dans le même temps par un statut, les garanties sociales de ses salariés. Les performances techniques de ces entreprises étaient parmi les plus évoluées et reconnues à l'international. Les richesses de l'état et l'économie du pays, étaient elles supérieures à celle de 2018? Non c'est le contraire. La réponse est édifiante quand on analyse à ce jour les chiffres révélateurs du potentiel des richesses créées et confisquées par une minorité de propriétaires ou actionnaires financiers.

Nous informons largement sur notre conception du service public et ses vertus pour conforter la cohésion sociale. Nous argumentons au mieux le bien fondé de ce choix d'organisation collective dans l'intérêt de notre société. Je pense cependant qu'il serait nécessaire de lever le handicap, qui consiste à concevoir en résumé : "***oui c'est bien mais ce n'est plus possible dans un monde où la priorité est de faire des économies et donc de faire des choix qui censurent nos envies***"

Ajouté à la perte de crédibilité de la parole des partis politiques, l'acceptation d'un réalisme économique dictait par, "***le monde à changé, ce qui était possible hier, ne l'est plus aujourd'hui***" est me semble -t'il un frein considérable pour la défense du service public.

Il serait peut être intéressant de diffuser par tous les moyens de communications dont on dispose une information précise (chiffrée et argumentée) sur les comparaisons des richesses et moyens disponibles, dans les années des grandes conquêtes sociales, et ceux dont on dispose à ce jour. Les raisons de cette incohérence sont bien sur à expliquer, notamment où vont les richesses produites et par qui sont elles confisquées.

Une campagne spécifique du parti, sur la clarification de l'évolution de l'économie de notre pays, en décryptant le mécanisme de l'actionnariat, opposé au concept des établissements publics nationalisés ne serait elle pas bénéfique?

Cette analyse est le coeur de la société de partage et de bien commun que nous défendons. Un tel argumentaire mettrait en exergue notre conception fondamentale du changement reposant non pas sur le dédagisme des acteurs de la vie politique, mais sur le fond de conception de l'organisation de la société.

Cette proposition ne repose pas sur l'idée perverse du *c'était mieux avant*. Au contraire c'est avec les femmes et les hommes d'aujourd'hui que nous pouvons faire progresser ce qui à nourri dans l'histoire les grandes avancées progressistes de l'humanité.

Voici brièvement une suggestion qui peut paraître sans grande importance quant à l'avenir de notre parti. J'en conviens. Mais elle est de ces détails qui contribuent à nourrir notre préoccupation du mieux faire pour être utile à nos concitoyens dans la société.